

**Conseil économique et social**

Distr.: Générale
14 mars 2008
Français
Original: Anglais

Commission des stupéfiants**Cinquante et unième session**

Vienne, 10-14 mars 2008

Points 8 et 9 de l'ordre du jour

Renforcement du programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ainsi que du rôle de la Commission des stupéfiants en sa qualité d'organe directeur du programme

Questions administratives et budgétaires

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale**Dix-septième session**

Vienne, 14-18 avril 2008

Point 7 de l'ordre du jour provisoire*

Orientations générales pour le programme contre le crime de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le rôle de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en tant qu'organe directeur du programme, y compris les questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique

Dérogations à l'application du taux de 13 % pour les dépenses d'appui aux programmes au cours de la période 2005-2007**Rapport du Directeur exécutif*****Résumé*

Dans les résolutions 50/14 de la Commission des stupéfiants et 16/6 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime était prié de rendre compte aux commissions des exemptions et réductions accordées aux donateurs au cours des trois années précédentes concernant l'application du taux de 13 % pour les dépenses d'appui aux programmes et d'expliquer les raisons de ces exemptions et réductions. Le présent rapport donne des informations sur la politique de l'Organisation des Nations Unies en matière de dépenses d'appui aux programmes et sur son application, explique ce que sont les dépenses d'appui aux programmes, retrace l'expérience de l'Office à cet égard, et donne des informations sur les exemptions et réductions accordées sur la contribution normale aux dépenses d'appui aux programmes au cours de la période 2005-2007.

* E/CN.15/2008/1.

** Le présent rapport a été établi conformément à la résolution 50/14 de la Commission des stupéfiants, adoptée le 27 novembre 2007, et à la résolution 16/6 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, adoptée le 29 novembre 2007.



I. Introduction

1. Au paragraphe 10 de la résolution 50/14 de la Commission des stupéfiants et au paragraphe 10 de la résolution 16/6 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, les commissions ont prié le Directeur exécutif de leur rendre compte de manière détaillée des exemptions et réductions accordées aux donateurs au cours des trois années précédentes concernant l'application du taux de 13 % pour les dépenses d'appui aux programmes et d'expliquer les fondements de ces exemptions et réductions.

II. Politique de l'Organisation des Nations Unies en matière de dépenses d'appui aux programmes, application et évolution de cette politique

2. Dans sa décision 80/44, le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a décidé que les dépenses d'appui aux programmes (alors appelées "dépenses d'appui des organisations") seraient remboursées au taux de 13 % des dépenses annuelles de projet¹. Dans un rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires relatif aux dépenses d'appui des organisations (A/35/544), le Comité a recommandé, s'agissant des arrangements prévus dans cette décision, que la formule du PNUD soit approuvée par l'Assemblée générale afin d'être transposée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée a approuvé cette recommandation dans sa résolution 35/217 du 17 décembre 1980.

3. En pratique, l'Organisation des Nations Unies a toujours recouvré des dépenses d'appui aux programmes à un taux inférieur aux 13 % approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/217. Les exceptions à l'application de ce taux standard sont accordées pour diverses raisons. Par exemple, lorsqu'une opération, un programme ou un projet financés par des contributions extrabudgétaires sont exécutés par plusieurs organismes du système des Nations Unies agissant en partenariat, ces organismes perçoivent souvent un taux de contribution aux dépenses d'appui aux programmes inférieur à celui qu'ils pratiquent normalement. On considère en effet que les dépenses d'appui aux programmes ont été partagées avec le partenaire de réalisation, généralement en estimant la part de travail respective de chaque organisation. Il arrive également qu'un taux inférieur à la normale soit accordé lorsque les activités pour lesquelles une contribution extrabudgétaire est versée sont particulièrement simples (par exemple dans le cas d'une opération d'achat unique) ou qu'elles font intervenir un autre mode de recouvrement des coûts (par exemple en cas de recouvrement des coûts directs). Certaines de ces exceptions ont été institutionnalisées. Par exemple, l'Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne, représentée par la Commission des Communautés européennes et les Nations Unies, stipule qu'un pourcentage fixe des coûts directs admissibles, qui ne doit pas être supérieur à 7 %, peut être considéré comme des coûts indirects². À cet égard, il

¹ *Documents officiels du Conseil économique et social, 1980, Supplément n° 12* (E/1980/42/Rev.1), chap. XI.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2213, n° 1258, par. 4.1.

convient de noter que la Commission européenne est actuellement le plus gros bailleur de fonds extrabudgétaires pour la plupart des programmes des Nations Unies. Des exceptions du même ordre ont été approuvées pour le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux et le Fonds des Nations Unies pour la démocratie.

4. Lors d'une réunion tenue en juillet 2007 par le groupe de travail sur les politiques de recouvrement des coûts du Réseau finances et budget du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a présenté les conclusions d'une étude comparative sur les politiques de recouvrement des coûts de plusieurs organismes des Nations Unies. Il en ressortait que les taux de contribution aux dépenses d'appui aux programmes convergeaient vers 7 %. Ainsi, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) appliquent un taux standard de 7 % pour les contributions aux dépenses d'appui aux programmes.

III. Définition et objectif de la contribution aux dépenses d'appui aux programmes

5. Au moyen de la contribution aux dépenses d'appui aux programmes prélevée sur les dépenses extrabudgétaires, l'Organisation des Nations Unies vise à recouvrer des coûts marginaux ou des coûts d'opportunité, c'est-à-dire les dépenses supplémentaires engagées à l'appui d'activités financées par des contributions extrabudgétaires. Le but de cette contribution est de faire en sorte que le coût de l'appui à des activités financées par des contributions extrabudgétaires ne soit pas prélevé sur par le budget ordinaire de l'Organisation ou sur d'autres ressources de base allouées dans le cadre du processus d'examen du budget et d'approbation des organismes du système des Nations Unies. Les coûts marginaux se répartissent en deux catégories de base: les coûts directs et les coûts indirects. Les coûts directs sont ceux qui peuvent être clairement attribués, en tout ou en partie, à une opération, un programme ou un projet financés par des contributions extrabudgétaires. Ils comprennent les coûts associés à la gestion directe et aux autres fonctions d'appui. Tous les coûts directs devraient dans l'idéal être financés en tant qu'éléments reconnaissables d'une opération, d'un programme ou d'un projet et non par la contribution aux dépenses d'appui exprimée en pourcentage de ces coûts (c'est-à-dire la contribution aux dépenses d'appui aux programmes).

6. Les coûts indirects sont ceux qu'il est impossible d'attribuer sans risque d'erreur à tel ou tel projet, activité ou programme. Ils comprennent le coût supporté par les services exerçant des fonctions administratives et d'autres fonctions d'appui pour les opérations, les programmes et les projets très divers qui sont financés par des contributions extrabudgétaires. Ces coûts indirects peuvent être liés à des fonctions telles que le recrutement et l'administration du personnel, des consultants et des bénéficiaires de bourses; les achats et la passation de marchés; l'établissement du budget et le contrôle budgétaire; les opérations financières; la comptabilité; l'établissement de rapports; et la vérification des comptes. Ce sont les seuls coûts marginaux qui doivent être recouverts par les contributions aux dépenses

d'appui exprimées en pourcentage des coûts directs (c'est-à-dire la contribution aux dépenses d'appui aux programmes).

IV. L'expérience de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

7. Conformément aux demandes formulées par la Commission des stupéfiants dans sa résolution 50/14 et par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale dans sa résolution 16/6, un compte-rendu détaillé a été établi. Il fait apparaître les exemptions et les réductions accordées aux donateurs ces trois dernières années sur le taux de 13 % appliqué aux contributions extrabudgétaires pour financer les dépenses d'appui aux programmes (voir l'annexe). Au cours de la période 2005-2007, une réduction du taux de contribution aux dépenses d'appui aux programmes a été consentie pour des projets représentant un montant total de dépenses de 76,2 millions de dollars des États-Unis, soit 28 % du total des dépenses de projet, qui s'élevait pour cette même période à 274,7 millions de dollars des États-Unis. Sur les 57 projets ayant bénéficié d'une réduction du taux de contribution aux dépenses d'appui aux programmes en 2007, 10 (17 %) étaient exécutés selon la modalité d'exécution nationale et 14 (25 %) en partenariat avec d'autres organismes du système des Nations Unies. Pour ces 24 projets, on considère que la contribution aux dépenses d'appui aux programmes était partagée entre l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et le gouvernement ou l'organisme partenaire concernés. En 2007, une réduction du taux de contribution aux dépenses d'appui aux programmes a également été consentie pour 22 projets (39 %) financés en tout ou en partie par la Commission européenne et régis par l'Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies. Des taux inférieurs ont également été accordés pour 11 autres projets (19 %). Dans tous les cas où une réduction a été accordée, l'ONUDC s'est efforcé d'intégrer les dépenses liées à l'exécution du projet concerné au projet associé. Cette pratique est conforme à l'accord intervenu au sein de la Commission des stupéfiants à sa quarante-neuvième session, selon lequel:

“La Commission est donc convenue que les facteurs coûts et les formules à retenir pour le recouvrement des coûts directs détaillés des projets en cours seraient établis d'un commun accord pour chaque projet au cas par cas, donateur par donateur, en tenant compte des exigences respectives en matière d'infrastructure de chacun des bureaux extérieurs pour chaque projet directement exécuté par l'ONUDC et en veillant à ce que la procédure soit conforme au règlement financier des donateurs et à ce qu'il n'y ait pas cumul des coûts directs détaillés à recouvrer et des coûts déjà soumis à recouvrement au titre des dépenses d'appui aux projets³. ”

³ Documents officiels du Conseil économique et social, 2006, Supplément n° 8 (E/2006/28), par. 142.

V. Conclusion

8. En 2008 et en 2009, l'ONUDC continuera d'appliquer les politiques et procédures des Nations Unies relatives à la contribution aux dépenses d'appui aux programmes et de veiller à l'application de critères clairs et cohérents pour l'octroi de dérogations au taux normal de 13 %. De plus, il veillera à l'application des politiques de contribution aux dépenses d'appui aux programmes formulées dans le cadre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies.

Annexe

Dérogations à l'application du taux de 13 % pour la contribution aux dépenses d'appui aux programmes, 2005-2007

<i>Année</i>	<i>Projet</i>	<i>Lieu</i>	<i>Total des dépenses du projet (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes exprimée en pourcentage du total des dépenses du projet</i>	<i>Modalité d'exécution, nom du ou des donateur(s) ou autres remarques</i>
2005	Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues					
	Renforcement des capacités aux fins de la réduction de la demande de drogues dans les provinces de Badakhshan, de Nangarhar et de Kandahar	Afghanistan	248 535	14 912	6	Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine
	Programmes éducatifs en milieu scolaire pour la prévention de l'abus de drogues et la promotion de la santé	Bolivie	131 523	6 576	5	Exécution nationale
	Renforcement du Conseil national de lutte contre le trafic de drogues	Bolivie	39 064	1 953	5	Exécution nationale
	Appui au contrôle des précurseurs et à d'autres mesures de détection et de répression	Bolivie	7 945	397	5	Exécution nationale
	Système sous-régional d'information et de recherche sur les drogues en Argentine, en Bolivie, au Chili, en Équateur, au Pérou et en Uruguay	Bolivie/Pérou	158 392	7 920	5	Exécution nationale
	Projet de prévention de l'abus de drogues, du VIH/sida et des maladies sexuellement transmissibles	Brésil	6 485 114	324 256	5	Exécution nationale
	Projet de prévention de l'abus de drogues et du VIH/sida	Brésil	1 514 052	45 422	3	Exécution nationale
	Système national intégré d'information sur la justice et la sécurité publique	Brésil	974 959	29 249	3	Exécution nationale
	Renforcement du contrôle des précurseurs	Brésil	905 497	27 165	3	Exécution nationale
	Formation de professionnels de la sécurité publique	Brésil	339 706	10 191	3	Exécution nationale
	Renforcement institutionnel de l'École nationale de police	Brésil	105 165	3 155	3	Exécution nationale

<i>Année</i>	<i>Projet</i>	<i>Lieu</i>	<i>Total des dépenses du projet (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes exprimée en pourcentage du total des dépenses du projet</i>	<i>Modalité d'exécution, nom du ou des donateur(s) ou autres remarques</i>
	Renforcement des programmes municipaux de prévention de l'abus de drogues et du VIH/sida en Argentine, au Chili, au Paraguay et en Uruguay	Brésil	42 471	2 124	5	Exécution nationale
	Formation de professionnels de la santé sur les questions de sexualité et de consommation de drogues	Brésil	18 216	911	5	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)
	Inventaire des projets de prévention du VIH/sida lié à la consommation de drogues en Amérique latine	Brésil	14 993	900	6	ONUSIDA
	Prévention de l'abus de drogues et du VIH dans le cône Sud	Brésil	3 180	191	6	ONUSIDA
	Décentralisation du plan directeur de contrôle des drogues (phase II)	Colombie	235 519	11 776	5	Exécution nationale
	Programme de formation sur le contrôle des drogues et des précurseurs	Colombie	35 539	1 777	5	Exécution nationale
	Promotion de l'élevage à l'appui du plan de développement alternatif	Colombie	16 018	2 002	12	Contribution exprimée sous forme de montant et non de pourcentage en vertu de l'accord de financement de l'Agency for International Development des États-Unis
	Programme de réduction de la demande à Maurice	Kenya	59 893	2 995	5	Exécution nationale
	Réduction de la consommation de drogues par injection et de la vulnérabilité au VIH/sida: Unité de coordination technique	Myanmar	369 427	44 331	12	Fonds du VIH/sida au Myanmar
	Réduction de la consommation de drogues par injection et de ses conséquences néfastes	Myanmar	197 075	13 795	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Promotion d'un mode de vie sain par l'intermédiaire du système éducatif	Pérou	191 322	9 566	5	Exécution nationale
	Composante villageoise du développement du projet pilote de la Banque asiatique de développement relatif à la stabilisation des cultures itinérantes dans la province de Houaphan (microprojet)	République démocratique populaire lao	258 874	12 944	5	Exécution nationale

<i>Année</i>	<i>Projet</i>	<i>Lieu</i>	<i>Total des dépenses du projet (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes exprimée en pourcentage du total des dépenses du projet</i>	<i>Modalité d'exécution, nom du ou des donateur(s) ou autres remarques</i>
	Renforcement des capacités en République démocratique populaire lao	République démocratique populaire lao	125 217	7 513	6	États-Unis d'Amérique
	Appui au programme de surveillance des cultures illicites	République démocratique populaire lao	76 804	4 608	6	Financement bilatéral des États-Unis
	Projet de développement alternatif de Nonghet	République démocratique populaire lao	5 676	284	5	Exécution nationale
	Déstigmatisation des usagers de drogues par injection en Chine	Thaïlande	22 571	1 806	8	ONUSIDA
	Prévention de l'abus de drogues chez les minorités ethniques (prolongation de AD/VIE/01/B85)	Viet Nam	227 577	15 930	7	Ambassade du Danemark au Viet Nam
	Renforcement des capacités d'interception et de saisie, en particulier de stimulants de type amphétamine et de précurseurs	Viet Nam	93 881	4 694	5	Exécution nationale
	Activités globales de prévention de la drogue	Viet Nam	66 499	3 325	5	Exécution nationale
	Sous-total		12 970 701	612 667	5	
Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale						
	Application de mesures nationales de lutte contre la corruption	Brésil	851 196	42 560	5	Exécution nationale
	Mesures de lutte contre la traite des êtres humains	Brésil	183 019	9 151	5	Exécution nationale
	Appui à la Commission des infractions économiques et financières et au système judiciaire nigérian	Nigéria	35 945	1 690	5	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Aide aux victimes et aux témoins de la traite d'êtres humains aux Philippines	Thaïlande	12 538	878	7	Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine
	Sous-total		1 082 698	54 278	5	
	Total 2005		14 053 398	666 945	5	

<i>Année</i>	<i>Projet</i>	<i>Lieu</i>	<i>Total des dépenses du projet (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes exprimée en pourcentage du total des dépenses du projet</i>	<i>Modalité d'exécution, nom du ou des donateur(s) ou autres remarques</i>
2006	Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues					
	Renforcement des contrôles à la frontière afghano-iranienne et de la coopération transfrontalière	Afghanistan	714 172	49 992	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Renforcement des capacités aux fins de la réduction de la demande de drogues dans les provinces de Badakhshan, de Nangarhar et de Kandahar	Afghanistan	273 183	16 391	6	Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine
	Coopération régionale pour le contrôle des précurseurs entre l'Afghanistan et les pays voisins	Afghanistan	84 569	5 920	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Programmes éducatifs en milieu scolaire pour la prévention de l'abus de drogues et la promotion de la santé	Bolivie	63 869	3 193	5	Exécution nationale
	Renforcement du Conseil national de lutte contre le trafic de drogues	Bolivie	44 970	2 249	5	Exécution nationale
	Appui au contrôle des précurseurs et à d'autres mesures de détection et de répression	Bolivie	2 286	114	5	Exécution nationale
	Projet de prévention de l'abus de drogues, du VIH/sida et des maladies sexuellement transmissibles	Brésil	8 395 594	419 960	5	Exécution nationale
	Projet de prévention de l'abus de drogues et du VIH/sida	Brésil	590 144	17 704	3	Exécution nationale
	Renforcement du contrôle des précurseurs chimiques	Brésil	203 944	6 118	3	Exécution nationale
	Système national intégré d'information sur la justice et la sécurité publique	Brésil	165 972	4 979	3	Exécution nationale
	Formation de professionnels de la sécurité publique	Brésil	162 234	4 867	3	Exécution nationale
	Renforcement des programmes municipaux de prévention de l'abus de drogues et du VIH/sida en Argentine, au Chili, au Paraguay et en Uruguay	Brésil	97 785	4 889	5	Exécution nationale
	Formation de professionnels de la santé sur les questions de sexualité et de consommation de drogues	Brésil	55 552	2 778	5	ONUSIDA

<i>Année</i>	<i>Projet</i>	<i>Lieu</i>	<i>Total des dépenses du projet (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes exprimée en pourcentage du total des dépenses du projet</i>	<i>Modalité d'exécution, nom du ou des donateur(s) ou autres remarques</i>
	Renforcement institutionnel de l'École nationale de police	Brésil	25 853	776	3	Exécution nationale
	Prévention de l'abus de drogues et du VIH dans le cône Sud	Brésil	4 416	265	6	ONUSIDA
	Programme de renforcement des capacités dans l'Ouest des Balkans et la Méditerranée au moyen d'échanges ciblés dans le domaine de la détection et de la répression des drogues	Bulgarie	73 149	5 120	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Mise en place de services communautaires de conseil, de traitement et de réadaptation relatifs à l'abus de drogues	Cambodge	75 561	4 534	6	Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine
	Système intégré pour la surveillance des cultures illicites (SIMCI II)	Colombie	463 497	41 715	9	Partage des coûts avec le Gouvernement colombien
	Décentralisation du plan directeur de contrôle des drogues (phase II)	Colombie	180 803	9 315	5	Exécution nationale
	Programme de formation sur le contrôle des drogues et des précurseurs	Colombie	2 523	126	5	Exécution nationale
	Fourniture au Gouvernement du Bahreïn d'une aide multisectorielle pour le contrôle des drogues	Égypte	16 470	1 647	10	États-Unis
	Programme de réduction de la demande à Maurice	Kenya	7 266	363	5	Exécution nationale
	Production d'un film sur la traite des êtres humains (phase I)	Monde	235 535	11 777	5	États-Unis, Suède et Norvège
	Réduction de la consommation de drogues par injection et de la vulnérabilité au VIH/sida: Unité de coordination technique	Myanmar	692 545	83 105	12	Fonds pour la lutte contre le VIH/sida au Myanmar
	Réduction de la consommation de drogues par injection et de ses conséquences néfastes	Myanmar	105 722	7 401	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Contrôles aéroportuaires aux fins de la détection de drogues (P2 AIR)	Ouzbékistan	133 365	9 336	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies

<i>Année</i>	<i>Projet</i>	<i>Lieu</i>	<i>Total des dépenses du projet (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes exprimée en pourcentage du total des dépenses du projet</i>	<i>Modalité d'exécution, nom du ou des donateur(s) ou autres remarques</i>
	Renforcement des capacités des laboratoires de criminalistique d'Asie centrale	Ouzbékistan	7 481	524	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Système sous-régional d'information et de recherche sur les drogues en Argentine, en Bolivie, au Chili, en Équateur, au Pérou et en Uruguay	Pérou	26 613	1 331	5	Exécution nationale
	Système sous-régional d'information et de recherche sur les drogues en Argentine, en Bolivie, au Chili, en Équateur, au Pérou et en Uruguay	Pérou/Bolivie	381 530	19 076	5	Exécution nationale
	Composante villageoise du développement du projet pilote de la Banque asiatique de développement relatif à la stabilisation des cultures itinérantes dans la province de Houaphan (microprojet)	République démocratique populaire lao	110 337	5 517	5	Exécution nationale
	Appui au programme de surveillance des cultures illicites	République démocratique populaire lao	42 486	2 549	6	Financement bilatéral des États-Unis
	Activités portant sur tous les aspects de la prévention de la drogue	Viet Nam	81 075	4 054	5	Exécution nationale
	Prévention de l'abus de drogues chez les minorités ethniques (prolongation de AD/VIE/01/B85)	Viet Nam	56 280	3 940	7	Ambassade du Danemark au Viet Nam
	Renforcement des capacités d'interception et de saisie, des stimulants de type amphétamine et des précurseurs, en particulier	Viet Nam	49 345	2 467	5	Exécution nationale
	Programmes éducatifs de prévention du VIH/sida	Viet Nam	29 713	891	3	ONUSIDA
	Sous-total		13 655 838	754 984	6	

Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

Enquête internationale sur la violence contre les femmes: Mozambique	Afrique du Sud	21 320	55	0	Mozambique
Renforcement de l'intégrité et des capacités du système judiciaire au Mozambique	Afrique du Sud	14 755	443	3	Mozambique

<i>Année</i>	<i>Projet</i>	<i>Lieu</i>	<i>Total des dépenses du projet (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes exprimée en pourcentage du total des dépenses du projet</i>	<i>Modalité d'exécution, nom du ou des donateur(s) ou autres remarques</i>
	Renforcement des alliances du Marché commun du Sud (MERCOSUR) pour la sécurité des personnes, la prévention de la violence et le contrôle des armes à feu (assistance préparatoire)	Brésil	202 823	13 691	7	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
	Application de mesures nationales de lutte contre la corruption	Brésil	183 528	9 176	5	Exécution nationale
	Mesures de lutte contre la traite des êtres humains	Brésil	29 358	1 468	5	Partage des coûts avec le Gouvernement brésilien
	Appui à la Commission des infractions économiques et financières et au système judiciaire nigérian	Nigéria	2 860 223	134 431	5	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Aide aux victimes et aux témoins de la traite d'êtres humains aux Philippines	Thaïlande	116 186	8 133	7	Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine
	Sous-total		3 428 193	167 396	5	
	Total 2006		17 084 031	922 380	5	

2007

Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues

	Renforcement des contrôles à la frontière afghano-iranienne et de la coopération transfrontière	Afghanistan	909 000	63 700	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Coopération régionale pour le contrôle des précurseurs entre l'Afghanistan et les pays voisins	Afghanistan	524 400	36 700	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Renforcement des capacités aux fins de la réduction de la demande de drogues dans les provinces de Badakhshan, de Nangarhar et de Kandahar	Afghanistan	263 600	15 800	6	Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine
	Renforcement du Conseil national de lutte contre le trafic de drogues	Bolivie	12 900	700	5	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Programmes éducatifs en milieu scolaire pour la prévention de l'abus de drogues et la promotion de la santé	Bolivie	8 800	500	6	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies

<i>Année</i>	<i>Projet</i>	<i>Lieu</i>	<i>Total des dépenses du projet (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes exprimée en pourcentage du total des dépenses du projet</i>	<i>Modalité d'exécution, nom du ou des donateur(s) ou autres remarques</i>
	Projet de prévention de l'abus de drogues, du VIH/sida et des maladies sexuellement transmissibles	Brésil	13 589 000	679 500	5	Exécution nationale
	Renforcement du contrôle des précurseurs	Brésil	1 372 300	41 200	3	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Projet de prévention de l'abus de drogues et du VIH/sida	Brésil	261 700	7 800	3	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Renforcement des programmes municipaux de prévention de l'abus de drogues et du VIH/sida en Argentine, au Chili, au Paraguay et en Uruguay	Brésil	104 400	5 100	5	Exécution nationale
	Formation de professionnels de la santé sur les questions de sexualité et de consommation de drogues	Brésil	16 900	800	5	ONUSIDA
	Renforcement des capacités de la Police fédérale brésilienne en matière de lutte contre le trafic de drogues et les autres formes de criminalité organisée	Brésil	4 500	200	4	Exécution nationale
	Renforcement des projets productifs de développement alternatif dans le cadre des programmes intégraux de développement régional durable	Colombie	4 538 900	408 500	9	Partage des coûts avec le Gouvernement colombien
	Système intégré pour la surveillance des cultures illicites (SIMCI II)	Colombie	527 900	47 500	9	Partage des coûts avec le Gouvernement colombien
	Développement alternatif dans le département d'Antioquia	Colombie	480 400	43 200	9	Colombie, Suisse, Autriche et Fondation Veolia
	Décentralisation du plan directeur de contrôle des drogues (phase II)	Colombie	301 700	15 100	5	Exécution nationale
	Responsabilité partagée	Colombie	266 100	13 300	5	Colombie
	Coopération en matière de détection, de répression et de renseignement aux fins de la lutte contre le trafic de cocaïne de l'Amérique latine vers l'Afrique de l'Ouest	Colombie	69 300	4 848	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies

<i>Année</i>	<i>Projet</i>	<i>Lieu</i>	<i>Total des dépenses du projet (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes exprimée en pourcentage du total des dépenses du projet</i>	<i>Modalité d'exécution, nom du ou des donateur(s) ou autres remarques</i>
	Fourniture au Gouvernement du Bahreïn d'une aide multisectorielle pour le contrôle des drogues	Égypte	209 900	21 000	10	États-Unis
	Promotion des bonnes pratiques et du travail en réseau aux fins de la réduction de la demande de drogues et de leurs conséquences néfastes	Égypte	104 200	7 300	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Programme de renforcement des capacités dans l'Ouest des Balkans et la Méditerranée au moyen d'échanges ciblés dans le domaine de la détection et de la répression des drogues	Égypte/ Bulgarie	698 200	48 900	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Programme mondial d'évaluation de l'ampleur de l'abus de drogues	Fédération de Russie	292 600	32 600	11	Contribution pondérée (5 % sur les dons de la Commission européenne et 13 % sur les autres dons)
	Création d'un réseau mondial de programmes en faveur des jeunes pour la prévention de l'abus des drogues	Fédération de Russie	77 900	6 600	8	Contribution pondérée (5 % sur les dons de la Commission européenne et 13 % sur les autres dons)
	Programme de réduction de la demande à Maurice	Kenya	64 500	3 200	5	Exécution nationale
	Appui au programme de surveillance des cultures illicites	Monde	445 100	30 800	7	Financement bilatéral des États-Unis et conformément à l'Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Appui au programme de surveillance et d'analyse des tendances	Monde	390 000	33 300	9	Contribution pondérée (5 % sur les dons de la Commission européenne et 13 % sur les autres dons)
	Forum mondial d'organisations non gouvernementales sur l'examen de la suite donnée à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale	Monde	317 900	30 000	9	Contribution pondérée (5 % sur les dons de la Commission européenne et 13 % sur les autres dons)
	Production d'un film sur la traite des êtres humains (phase I)	Monde	144 100	7 200	5	États-Unis, Suède et Norvège
	Évaluation des progrès réalisés dans l'accomplissement des objectifs fixés par la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale	Monde	123 300	8 600	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies

<i>Année</i>	<i>Projet</i>	<i>Lieu</i>	<i>Total des dépenses du projet (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes exprimée en pourcentage du total des dépenses du projet</i>	<i>Modalité d'exécution, nom du ou des donateur(s) ou autres remarques</i>
	Réduction de la consommation de drogues par injection et de ses conséquences néfastes	Myanmar	509 200	35 700	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Partenariat avec l'ONUDC pour la réduction de la consommation de drogues par injection et le recul du VIH/sida et de la vulnérabilité connexe	Myanmar	436 500	30 600	7	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
	Réduction de la consommation de drogues par injection et de la vulnérabilité au VIH/sida: Unité de coordination technique	Myanmar	290 500	34 800	12	Fonds pour la lutte contre le VIH/sida au Myanmar
	Soutien aux anciens cultivateurs de pavot et aux familles pauvres et vulnérables des zones frontalières	Myanmar	29 100	2 100	7	Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine
	Fourniture au Service de la lutte antimines des Nations Unies du Système intégré de gestion programmatique et financière (ProFi), maintenance et appui technique	Office des Nations Unies à Vienne	136 500	13 700	10	Service de la lutte antimines des Nations Unies
	Renforcement des capacités des laboratoires de criminalistique d'Asie centrale	Ouzbékistan	106 600	7 400	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Contrôles aéroportuaires aux fins de la détection de drogues (P2 AIR)	Ouzbékistan	28 300	1 900	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Système sous-régional d'information et de recherche sur les drogues en Argentine, en Bolivie, au Chili, en Équateur, au Pérou et en Uruguay	Pérou	40 100	2 000	5	Exécution nationale
	Système sous-régional d'information et de recherche sur les drogues en Argentine, en Bolivie, au Chili, en Équateur, au Pérou et en Uruguay	Pérou/Brésil	343 300	17 100	5	Exécution nationale
	Réadaptation socio-économique des anciens cultivateurs de pavot à opium: mise en place de moyens de subsistance alternatifs	République démocratique populaire lao	214 500	21 400	10	Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine

<i>Année</i>	<i>Projet</i>	<i>Lieu</i>	<i>Total des dépenses du projet (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes exprimée en pourcentage du total des dépenses du projet</i>	<i>Modalité d'exécution, nom du ou des donateur(s) ou autres remarques</i>
	Programme d'assistance juridique	Sénégal	76 500	5 400	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Mise en place de services communautaires de conseil, de traitement et de réadaptation en matière d'abus de drogues au Cambodge	Thaïlande	331 200	23 000	7	Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine
	Prévention de l'abus de drogues et du VIH/sida	Thaïlande	218 700	20 700	9	Contribution pondérée (6 % sur les dons du Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine et du Groupe spécial régional des Nations Unies et 13 % sur les autres dons)
	Amélioration de la prise en compte du VIH/sida par les services de détection et de répression dans la province de Guangdong	Thaïlande	62 100	4 300	7	ONUSIDA
	Activités concernant tous les aspects de la prévention des drogues	Viet Nam	56 700	2 800	5	Exécution nationale
	Programmes éducatifs de prévention du VIH/sida	Viet Nam	25 300	800	3	ONUSIDA
	Prévention de l'abus de drogues chez les minorités ethniques (prolongation de AD/VIE/01/B85)	Viet Nam	5 600	400	7	Ambassade du Danemark au Viet Nam
	Sous-total		29 030 200	1 838 048	6	

Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

Application de mesures nationales de lutte contre la corruption	Brésil	377 400	18 900	5	Exécution nationale
Renforcement des alliances du Marché commun du Sud (MERCOSUR) pour la sécurité des personnes, la prévention de la violence et le contrôle des armes à feu (assistance préparatoire)	Brésil	53 300	3 700	7	PNUD
Lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants et aide aux victimes	Brésil	35 500	1 800	5	Exécution nationale

<i>Année</i>	<i>Projet</i>	<i>Lieu</i>	<i>Total des dépenses du projet (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes (dollars des États-Unis)</i>	<i>Contribution aux dépenses d'appui aux programmes exprimée en pourcentage du total des dépenses du projet</i>	<i>Modalité d'exécution, nom du ou des donateur(s) ou autres remarques</i>
	Prévention et lutte contre la fabrication illicite et le trafic d'armes et de munitions afin de prévenir la criminalité et de promouvoir une culture de la paix en Colombie	Colombie	97 200	1 800	2	Belgique, Pays-Bas, Suède et l'entreprise colombienne Equipelectro Ltda.
	Prévention et lutte contre la criminalité organisée	Colombie	60 700	500	1	Colombie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	Renforcer les structures d'organisations non gouvernementales pour l'appui aux victimes d'infractions commises avec violence, y compris les victimes de la traite des personnes (phase 1)	Inde	198 200	21 800	11	Émirats arabes unis
	Coopération pour la promotion de la réforme du système judiciaire et du système pénitentiaire Iran	Iran (République islamique d')	315 900	25 300	8	Contribution pondérée (5 % sur les dons de la Communauté européenne et 13 % sur les autres dons)
	Initiative mondiale contre la traite des êtres humains (UN.GIFT)	Monde	5 365 400	268 200	5	Émirats arabes unis
	Appui à la Commission des infractions économiques et financières et au système judiciaire nigérian	Nigéria	9 220 500	433 300	5	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Lutte contre la corruption et renforcement de la transparence gouvernementale	Pérou	128 900	6 500	5	Fonds des Nations Unies pour la démocratie
	Impact Sénégal	Sénégal	109 100	7 700	7	Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne et les Nations Unies
	Aide aux victimes et aux témoins de la traite d'êtres humains aux Philippines	Thaïlande	99 000	7 000	7	Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine
	Sous-total		16 061 100	796 500	5	
	Total 2007		45 091 300	2 634 548	6	
	Total général		76 228 729	4 223 873	6	